

RAPPORTS

DREAL

Rapport de l'inspection des Installations Classées

Rapport proposant un arrêté d'autorisation

Société BLEDINA à Brive-la-Gaillarde

02/06/2014

Ressources, territoires, habitats et logement
Energies et climat
Développement durable
Prévention des risques
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
LIMOUSIN

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement du Limousin

www.limousin.developpement-durable.gouv.fr

Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire
0.1	23/04/14	Rapport au Conseil Départemental de l'Environnement et Risques Sanitaires et Technologiques
0.2	02/06/214	Relecture

Référence(s) internet

<http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr>

Sommaire

1 - OBJET DE LA DEMANDE	4
1.1 - Identité du demandeur.....	4
1.2 - Site et activités.....	4
1.3 - Volumes, capacités et rubriques de classement.....	5
2 - PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR.....	8
2.1 - Synthèse de l'étude d'impact.....	8
2.2 - Synthèse de l'étude de dangers.....	11
2.3 - Conditions de remise en état proposées.....	12
3 - CONSULTATION ET ENQUÊTE PUBLIQUE.....	13
3.1 - Enquête publique.....	13
3.2 - Avis des conseils municipaux.....	14
3.3 - Avis du CHSCT.....	14
3.4 - Avis des services.....	14
4 - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	15
4.1 - Statut administratif des installations du site.....	15
4.2 - Situation des installations déjà exploitées.....	15
4.3 - Inventaire des textes en vigueur auxquels la demande est soumise.....	16
4.4 - Analyse des éléments du dossier	16
5 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	18
6 - CONCLUSION.....	19

1 - Objet de la demande

(Les informations contenues dans ce chapitre sont extraites du dossier de demande d'autorisation)

Par transmission en date du 02 avril 2013, complétée le 23 avril 2013, Monsieur le Préfet de la Corrèze nous a adressé en communication, après enquête publique et avis des services départementaux concernés, le dossier présenté par M. Michel ETCHEBERRIGARAY, directeur d'usine de la société BLEDINA, relatif à une demande d'autorisation de continuer à exploiter une installation de fabrication d'aliments infantiles, située à Brive-la-Gaillarde.

1.1 - Identité du demandeur

Raison sociale :	BLEDINA
Forme juridique :	Société Anonyme
Siège social :	383 rue Philippe Héron - 69654 Villefranche sur Saône Cedex
Signataire :	Monsieur Michel ETCHEBERRIGARAY
Qualité du signataire :	Directeur d'usine
Adresse du site :	ZI du Teinchurier - rue Frédéric Sauvage 19100 Brive-la-Gaillarde
Activité principale :	fabrication d'alimentation infantile
Personnel :	560 salariés
Appartenance à un groupe :	oui (DANONE)
Numéro SIRET :	778 147 827 000 43

1.2 - Site et activités

1.2.1 - Site

La société BLEDINA exploite en Corrèze une unité de fabrication de repas pour bébés implantée sur les communes de Brive-la-Gaillarde et Saint-Pantaléon-de-Larche. L'usine est localisée au sein de la zone industrielle du Teinchurier, à l'ouest de l'agglomération de Brive, depuis 1972.

Le site de BLEDINA est implanté sur un terrain d'une surface de 220 000 m² d'un seul tenant : 125 200 m² sont clôturés, le reste est occupé par des surfaces boisées. La surface bâtie représente 57 200 m². Les surfaces restantes représentent 68 000 m² dont 28 000 m² de surfaces de routes, parking et stockage extérieur.

Le site dispose de plusieurs bâtiments : poste de garde, bâtiment principal avec un tunnel le reliant au bâtiment Blédichef, bâtiment énergie, station de prétraitement, zone déchets avec un bâtiment servant au lavage des palox, laboratoire DPT, atelier d'essai.

L'environnement immédiat du site est composé des installations suivantes :

- au nord : la voie ferrée Limoges - Objat – Brive, la zone industrielle la Marquisie puis la Corrèze
- au sud : l'ancien aérodrome, une zone d'hôtels et d'habitations et la route nationale 1089
- à l'est : la zone industrielle du Teinchurier, avec l'ancien site de la société Kohler France en limite de propriété, puis l'autoroute A20
- à l'ouest : l'ancien aérodrome, puis des zones d'habitations

Le site est éloigné de plus de 3 km du centre urbain de Brive-la-Gaillarde et de plus de 1,5 km du centre de Saint-Pantaléon-de-Larche. Toutefois les premières habitations sont situées à environ 40 m des limites de propriétés nord-ouest du site. Il s'agit des premières habitations de la commune de Saint-Pantaléon-de-Larche.

1.2.2 - Activités

L'activité du site BLEDINA à Brive-la-Gaillarde est la fabrication de produits de repas pour bébés.

Les technologies présentes sur le site sont les suivantes :

- obturation aseptique pour les plats et les bols sur des machines FFS (Form Fill Seal : Former Remplir Sceller)
- purée de fruits dans des pots sur des machines FFS
- petits pots pasteurisés ou stérilisés (fruits, légumes, viandes, poissons)

La société a vu son activité se développer progressivement, notamment en augmentant ses capacités de production, en développant ses procédés de fabrication et en diversifiant ses produits, pour atteindre un volume annuel de production de 55 800 tonnes de produits en 2009. Le site dispose également d'un entrepôt de stockage de produits du groupe pour le secteur commercial du sud et de l'ouest de l'Europe.

Les quantités produites par type de produits sont les suivantes :

- 51 % de petits pots en verre soit 28 000 t
- 23 % d'assiettes aseptiques soit 13 000 t
- 18 % de petits pots plastiques soit 10 200 t
- 8 % de bols aseptiques soit 4 600 t

1.2.3 - Effectif et horaires de travail

La société emploie environ 560 salariés permanents. Du personnel intérimaire est également employé en nombre et fréquence variable.

Le personnel de production travaille en 3x8, hors week-end. Les livraisons ont lieu entre 5h et 21h. L'usine fonctionne 340 jours par an.

1.3 - Volumes, capacités et rubriques de classement

Les installations relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre de l'ensemble des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

N° de la rubrique	Intitulé	Nature et volume des activités	Régime	Rayon affichage	Situation de l'installation
2220.A.	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation.... A. Installation dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642	Préparation de fruits et légumes Quantité entrante maximale : 250 t/j, pour 340 j/an de production	A	3 km	b
2221.A.	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation.... A. Installation dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642	Préparation de viandes et poissons Quantité entrante maximale : 10 t/j, pour 340 j/an de production	A	3 km	b
2910.A.1.	Installation de combustion A. Lorsque l'installation consomme seul ou en mélange du gaz naturel, du fioul domestique.... 1. Puissance thermique nominale de l'installation supérieure à 20 MW	Chaudières vapeur, au gaz naturel chaudière Alsthom 11,4 MW chaudière Babcock 16,1 MW Puissance totale : 27,5 MW	A	3 km	b
3642.3.	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires issus de : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à : 75 si A est égal ou supérieur à 10, ou $[300 - (22,5 \times A)]$ dans tous les autres cas	Production d'origine animale, y compris produits laitiers : A = 6 % (produits finis) Capacité de production de 312 t/j (produits finis incluant l'eau), supérieure à : $Q = 300 - (22,5 \times 6) = 165$ t/j	A	3 km	a

N° de la rubrique	Intitulé	Nature et volume des activités	Régime	Rayon affichage	Situation de l'installation
1510.2.	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts 2. Volume des entrepôts supérieur ou égal à 50000 m³, mais inférieur à 300 000 m³	Présence de plusieurs stockages Produits finis et emballages : 166 210 m³ Matières premières : 25 360 m³ Emballages Bledichef : 3 020 m³ Volume total : 194 590 m³	E	-	b
2921.a.	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle a) Puissance thermique évacuée maximale supérieure ou égale à 3 000 kW	tour Thermovacs : 4 300 kW tour Bledichef : 3 445 kW T3 : 490 kW T4 : 450 kW Puissance totale : 8 685 kW	E	-	a
1185.2.a.	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a. Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité de fluide cumulée supérieure à 300 kg	DC	-	a
1200.2.c.	Emploi ou stockage de substances comburantes c. Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation supérieure à 2 t mais inférieure à 50 t	25 t de peroxyde d'hydrogène dilué (eau oxygénée à 42,5 %)	D	-	b
1511.3.	Entrepôts frigorifiques 2. Volume susceptible d'être stocké supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³	Volume stocké dans les chambres froides : 11 900 m³	DC	-	a
1532.2.	Dépôt de bois sec 2. Volume susceptible d'être stocké supérieur à 1 000 m³, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Stockage de palettes bois en extérieur, volume de 1 500 m³	D	-	a
2230.2.	Réception, stockage, transformation.... du lait ou de produits issus du lait 2. Capacité journalière de traitement exprimée en équivalent-lait supérieure à 7 000 l/j mais inférieure ou égale à 70 000 l/j	Produits issus du lait Capacité équivalente : 48 000 l/j	D	-	d
2661.1.b.	Transformation de polymères 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression b. Quantité de matière susceptible d'être traitée supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j	Thermoformage des bols, coupelles, plats en plastique Quantité traitée de matières plastiques : 8,9 t/j	D	-	b
2663.2.c.	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères c. Volume susceptible d'être stocké supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³	Stockage de palox de plastique Volume stocké : 6 000 m³	D	-	b
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs Puissance maximale de courant continu supérieure à 50 kW	Base logistique : 157 kW Réception : 77 kW Expédition : 12 kW Puissance totale : 241 kW	D	-	b
2940.2.b.	Application de colle sur support quelconque 2. lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé b. Quantité maximale de produit susceptible d'être mise en œuvre supérieure à 10 kg/j mais inférieure ou égale à 100 kg/j	Application d'une quantité équivalente de colle : 80 kg/j (colles sans solvant)	DC	-	b
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 Capacité équivalente totale inférieure à 10 m³	Cuve de 500 l de gasoil pour le sprinklage	NC	-	-
1511	Entrepôts frigorifiques Volume susceptible d'être stocké inférieur à 5 000 m³	Volume stocké dans les chambres froides : 2 800 m³	NC	-	-
1611	Emploi ou stockage d'acide nitrique à plus de 20% mais à moins de 70 % en poids d'acide Quantité totale inférieure à 50 t	Produits lessiviels : 4 m³ soit 5,3 t Cuve acide : 10 t Quantité totale : 15,3 t	NC	-	-
1630.B.	Emploi ou stockage de lessive de soude renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium Quantité totale inférieure à 100 t	Produits lessiviels : 14 m³ soit 21 t Cuve soude : 15 t Quantité totale : 36 t	NC	-	-
2560.2.	Travail mécanique des métaux et alliages 2. Puissance de l'ensemble des machines inférieure à 150 kW	Puissance installée : 50 kW	NC	-	-
n°1412	Dépôt de gaz inflammable liquéfié en citerne		-	-	c
n°1414	Installation de distribution de GPL		-	-	c

A : Autorisation – E : Enregistrement - D : Déclaration

DC : Déclaration avec obligation de Contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement

NC : installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A

Les différentes situations reprises dans le tableau ci-dessus sont les suivantes :

- a. installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- b. installations dont l'exploitation a déjà été autorisée pouvant faire l'objet de prescriptions complémentaires
- c. installations dont l'exploitation a cessé
- d. installations déjà exploitées sans l'autorisation ou le récépissé de déclaration requis

L'installation relève de la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010, relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) pour la rubrique 6.4.b.iii., activité « *Traitement et transformation, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, issus de matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés* ».

Cette activité correspond à la rubrique 3642.3 de la nomenclature des ICPE. Les rubriques 3xxx ont été créées le 02 mai 2013, pour prendre en compte la réglementation IED. Cependant, le classement sous les rubriques 2220 (transformation de produits d'origine végétale) et 2221 (transformation de produits d'origine animale) est également maintenu.

2 - Présentation synthétique du dossier du demandeur

(Les informations contenues dans ce chapitre sont extraites du dossier de demande d'autorisation)

2.1 - Synthèse de l'étude d'impact

2.1.1 - Impact sur l'environnement

Le site est localisé au sein d'une zone industrielle, en dehors des périmètres de protection des monuments classés les plus proches ; les enjeux vis-à-vis du paysage et du patrimoine architectural sont limités.

Le site se trouve à proximité d'une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) qui est également une zone NATURA 2000 : "Vallée de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale" de type 2. Cette ZNIEFF est à environ 800 m à l'Ouest du site. Les autres zones naturelles sont assez éloignées du site (plus de 3 km). Le site BLEDINA n'a aucune incidence sur la zone NATURA 2000 puisqu'il n'effectue aucun rejet dans cette zone.

Le site BLEDINA n'effectue aucun rejet direct au milieu naturel à l'exclusion d'une partie de ses eaux pluviales (traitées par un séparateur hydrocarbures).

2.1.2 - Impact sur l'air

Les seuls rejets atmosphériques du site sont les rejets (CO_2 , NO_x) émis par les chaudières au gaz naturel nécessaires à la production de vapeur pour le procédé de fabrication. Les 2 chaudières présentes sur le site disposent de cheminées dimensionnées conformément à la réglementation et permettant une bonne dispersion des gaz de combustion à l'atmosphère.

Le process en lui-même ne génère pas de rejets atmosphériques.

A noter qu'une partie des besoins en vapeur est fournie par le réseau de transport de vapeur issue de l'usine d'incinération d'ordures ménagères proche.

Le site dispose également de quatre tours aéro-réfrigérantes pouvant potentiellement être à l'origine d'une contamination par les légionelles en cas de non mise en œuvre des mesures d'entretien adéquates.

Enfin, le site est à l'origine d'odeurs de cuisine, perceptibles à proximité immédiate, à savoir uniquement sur le parking du site.

2.1.3 - Impact sur l'eau

Le réseau hydrographique est assez présent à proximité du site : ruisseau le Planchetorte (400 m à l'est), rivière la Corrèze (500 m au nord), rivière la Vézère (800 m à l'ouest).

Un des enjeux majeurs du site concerne l'alimentation en eau potable ainsi que la gestion des eaux usées et des eaux pluviales de celui-ci.

Eau potable

L'alimentation en eau potable du site est assurée par les réseaux de la communauté d'agglomérations de Brive (eau issue de trois stations). Les besoins en eau de l'usine sont importants ($115\text{m}^3/\text{h}$ soit environ 8% de la capacité nominale des stations), et à ce titre des mesures sont prévues par la société en cas de période de sécheresse.

La consommation en eau a été de $746\,286\text{ m}^3$ en 2010. Elle est estimée à $885\,000\text{ m}^3$ pour les prochaines années.

Eaux usées

Les eaux usées sont véhiculées par le réseau d'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Brive vers la station d'épuration d'une capacité nominale de 215 000 eqHab, pour un débit nominal de 32 000 m³/j et une charge nominale de 9 650 kg DBO₅/j.

Avant rejet vers le réseau communal, ces eaux sont pré-traitées et ramenées vers un poste d'autosurveillance situé au niveau du canal de mesure. Des contrôles réglementés sont régulièrement effectués sur ces rejets : débit, pH, DCO, MeS, DBO₅, azote, phosphore. Les rejets de la société représentent jusqu'à 29 % de la capacité de traitement de la station d'épuration : l'établissement dispose à ce titre d'une convention d'autorisation de déversement.

Eaux pluviales

La surface imperméabilisée importante que représente le site engendre des quantités d'eaux pluviales non-négligeables.

S'agissant d'une usine du domaine agroalimentaire utilisant des chaudières au gaz naturel, les eaux pluviales en provenance des toitures ne sont pas susceptibles d'entraîner une pollution significative. Ces eaux sont acheminées vers le réseau public ou vers des fossés.

Les eaux pluviales issues des voiries sont quant à elles traitées par trois séparateurs hydrocarbures. Ces séparateurs sont entretenus, vidangés et contrôlés régulièrement.

Eaux d'extinction d'incendie

Des obturateurs sont placés sur tous les exutoires de rejets des effluents aqueux permettant de retenir les éventuelles eaux d'extinction d'incendie sur le site. Une procédure est mise en place pour la fermeture des obturateurs, le cas échéant. Les eaux d'extinction incendie seront donc retenues sur le site dans les réseaux d'eaux qui disposent d'un volume total suffisamment important.

1.4 - Impact sur les sols et les eaux souterraines

Des mesures sont prises par l'exploitant afin de limiter les risques de pollution des sols : les sols des bâtiments sont en béton étanche, les déchets solides sont stockés dans des bennes, l'ensemble des produits liquides pouvant présenter une toxicité pour l'environnement est disposé sur des rétentions convenablement dimensionnées, les voies de circulation possèdent un revêtement en enrobés.

1.5 - Bruit et vibrations

Les bruits émis dans la zone d'étude sont essentiellement dus au trafic sur les voies de communication à proximité et aux activités industrielles à proximité. Les premières habitations se trouvent à environ 40 m des limites de propriété.

Les sources de bruits engendrées par la société BLEDINA sont issues des installations suivantes : installations techniques (chaudières), ateliers de production, trafic sur le site.

Des mesures de bruit ont été réalisées en août 2010. Elles montrent que le site BLEDINA respecte les seuils réglementaires en limite de propriété et en Zone à Emergence Réglementée, le bruit dans la zone étant principalement imputable au trafic routier important.

1.6 - Déchets

Le site a mis en place une procédure de gestion des déchets industriels dangereux et banals.

Les déchets générés par le site sont principalement des déchets alimentaires issus du procédé de fabrication (rebuts de fabrication, épluchage des fruits et légumes, ...) et des déchets d'emballages. Des prescriptions relatives à la gestion des biodéchets sont intégrées au projet d'arrêté préfectoral.

Le site BLEDINA effectue un tri de ses déchets à la source, chacun ayant une filière d'élimination bien définie. Tous les déchets produits par le site sont envoyés vers des sociétés de traitement et de valorisation adaptées et agréées.

2.1.7 - Transports

Le site est accessible par la route départementale RD 1089 (Périgueux – Clermont Ferrand) et l'autoroute A 20 (Toulouse – Limoges). La fréquentation sur la RD 1089 entre Brive et Saint-Pantaléon est de 26 258 véhicules par jour et la fréquentation sur l'A20 entre Noailles et Brive est de 26 197 véhicules par jour, dont 15% de poids lourds.

Le trafic routier généré par le site est de l'ordre de 70 camions par jour et d'environ 560 véhicules légers (salariés). Aucun véhicule ne stationne sur la voie publique avant de pénétrer sur le site. Un plan de circulation a été établi par l'exploitant pour faciliter l'approvisionnement et les expéditions.

2.1.8 - Utilisation rationnelle de l'énergie

L'exploitant met en œuvre un certain nombre de mesures afin de limiter sa consommation énergétique, dont en particulier : suivi des consommations des différentes énergies avec mise en œuvre d'actions correctives au besoin, optimisation du circuit interne de récupération de chaleur, recyclage d'une partie de l'eau utilisée pour le lavage des fruits et légumes.

De plus, une partie des besoins en vapeur est fournie par le réseau de la ville de Brive (vapeur issue de l'usine d'incinération d'ordures ménagères).

Un suivi de sa consommation permet de noter une diminution régulière du ratio vapeur consommée / tonne fabriquée (-20% depuis 2007).

Le combustible le plus utilisé sur le site est le gaz naturel.

Le site est soumis au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre et plus particulièrement à la troisième période d'échanges.

L'arrêté ministériel du 24/01/2014 modifié fixe pour cette période et annuellement la quantité de quotas gratuits alloués à BLEDINA usine de Brive. Ainsi, la quantité de quotas gratuits allouée à BLEDINA est de 24 548 tonnes de CO₂ équivalent sur la période 2013-2020.

À titre indicatif, les émissions sur l'année 2013 validées par l'avis d'assurance raisonnable SGS s'élèvent à 3 980 tonnes de CO₂ équivalent.

2.1.9 - Impacts sur la santé des riverains

L'exploitant a étudié le risque sanitaire lié à l'exposition aux rejets atmosphériques et aqueux du site, ainsi qu'au bruit.

En l'état actuel des connaissances et des données scientifiques, le volet santé montre un impact sanitaire négligeable pour les populations extérieures en fonctionnement normal des installations.

2.1.10 - Mesures pour supprimer, réduire et si possible compenser

Un certain nombre de mesures visant notamment à réduire les consommations en eau de la société a été mis en place depuis 2010. Les économies réalisées sont de l'ordre de plusieurs milliers de m³ d'eau par mois.

La société BLEDINA réalise régulièrement des investissements pour la protection de l'environnement. Les derniers investissements sont les suivants :

- 2008 : réduction des consommations énergie (purgeur vapeur), remplacement du préleveur eaux usées, rénovation du canal de prélèvement, mise en place d'un compresseur d'air refroidi par air à vitesse variable

- 2009 : audits et actions de réduction des consommations en eau et vapeur, reprise du réseau eaux usées base
- 2010 : début du remplacement du R₂₂ sur les groupes froids, économiseur de fumées sur la chaudière 15 t

D'autre part, des actions de formation/sensibilisation sont régulièrement réalisées sur le site : consommations d'eau par atelier, ratios énergie, pertes matières, développement des filières de valorisation, prévention du risque légionelle.

Enfin, la société relevant de la directive IED, le dossier comprend une analyse de conformité par rapport aux Meilleures Technologies Disponibles (MTD). Le document de référence est le BREF FDM – Industries agro-alimentaires et laitières (août 2006) et son résumé technique v1.1. du 15 mai 2008.

Des MTD générales au secteur agro-alimentaire (comprenant les activités et process associés) et des MTD additionnelles pour le secteur de la viande et de la volaille, et pour le secteur des fruits et légumes, sont mises en œuvre au sein du site.

2.2 - Synthèse de l'étude de dangers

L'étude de dangers expose les dangers que peuvent présenter les installations en cas d'accident, en présentant une description des accidents susceptibles d'intervenir que leur cause soit d'origine interne et externe, et en décrivant la nature et l'extension des conséquences.

Elle identifie les produits et les équipements/installations présentant un potentiel de danger notable ainsi que les scénarios de dangers associés.

Les intérêts à protéger à proximité du site sont les suivants :

- les cours d'eau à proximité (ruisseau de Planchetorte, la Corrèze, la Vézère)
- les industries voisines (ancienne usine Kohler France)
- les habitations
- les réseaux d'eaux publics

L'analyse préliminaire des risques réalisée a permis de mettre en évidence les principales causes et conséquences des divers phénomènes dangereux. Grâce à une cotation de leur probabilité et gravité et de la prise en compte de la cinétique, des scénarios majorants ont été retenus :

- incendie du magasin produits finis
- incendie de la plate-forme de stockage de produits finis
- fuite enflammée sur le poste de détente gaz
- explosion de gaz suite à une rupture de canalisation dans le bâtiment énergie

Face aux risques définis précédemment, la société BLEDINA a mis en place une politique de gestion de la sécurité, accompagnée d'investissements conséquents pour diminuer les probabilités d'occurrence (par une détection précoce des incidents par exemple) d'une part, et réduire les conséquences des incidents (par la mise en place de moyens de protection) d'autre part.

L'ensemble des barrières de prévention et de protection existants sur le site est listé ci-après.

La mise en place de ces barrières permet de réduire la probabilité ou la gravité d'un scénario et de définir un risque résiduel.

Barrières de prévention (diminution de la probabilité) :

- générales : accès réglementé, clôture sur tout le périmètre du site, procédures de mise en route et d'arrêt des installations, interdiction d'apporter des feux nus sans permis de feu, procédure de plan de prévention et de permis de feu, protection contre la foudre, distance d'éloignement des installations par rapport aux limites de propriété, locaux techniques, soit coupe-feu 2 heures, soit éloigné des zones de stockage.
- spécifiques aux stockages : détection incendie, mur coupe-feu entre le magasin produits finis et la plate-

forme produits finis

- spécifiques aux chaudières : capteurs détection gaz, ventilation haute et basse, organes de sécurité suivant la réglementation
- spécifiques aux tours aéroréfrigérantes : procédure de prévention, nettoyage des composants, conduite et entretien par du personnel qualifié, traitement contre le tartre.

Barrières de protection (diminution de la gravité) : personnel sensibilisé au respect des consignes de sécurité, formation du personnel à la manipulation des extincteurs, extincteurs répartis dans les différents locaux, RIA dans différents endroits, extinction automatique (sprinklage) sur une partie du site, bornes incendie, rétention des eaux d'extinction d'un éventuel incendie, désenfumage des locaux

Après la prise en compte des barrières, une nouvelle cotation des phénomènes dangereux a été réalisée, qui aboutit aux résultats ci-dessous :

- les effets thermiques de 3 kW/m² (incendie plate-forme de stockage) sortent des limites du site mais ne touchent pas de locaux occupés par des tiers, seulement une voie ferrée marchandises peu utilisée
- les effets de 3 kW/m² et 5 kW/m² (fuite enflammée du poste de gaz) sortent des limites de propriété du site et touchent l'ancien site industriel Kohler France
- les effets de 50 mbar et 20 mbar (explosion gaz bâtiment énergie) sortent des limites de propriété du site et touchent l'ancien site industriel de Kohler France

Au final, aucun effet domino n'est ressenti à l'extérieur du site puisque les effets 8 kW/m² et 200 mbar ne sortent pas des limites de propriété.

Les risques sont donc maîtrisés sur le site et ne nécessitent donc pas de mesures supplémentaires par rapport à ce qui est déjà mis en place sur le site, en particulier par la présence du sprinklage qui permet de diminuer notablement la gravité d'un incendie et la probabilité de sa propagation à l'ensemble du stockage.

Pour mémoire, les seuils cités ci-dessus correspondant à :

- 20 mbar (explosion) : seuils des effets délimitant la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme et seuil des destructions significatives de vitres
- 50 mbar (explosion) : seuils des effets irréversibles délimitant la zone des dangers significatifs pour la vie humaine et seuil des dégâts légers sur les structures
- 200 mbar (explosion) : seuil des effets létaux significatifs délimitant la zone des dangers très graves pour la vie humaine et seuil des effets domino
- 3 kW/m² (incendie) : seuil des effets irréversibles délimitant la zone des dangers significatifs pour la vie humaine
- 5 kW/m² (incendie) : seuil des effets létaux délimitant la zone des dangers graves pour la vie humaine et seuil des destructions de vitres significatives
- 8 kW/m² (incendie) : seuil des effets létaux significatifs délimitant la zone des dangers très graves pour la vie humaine et seuil des effets domino et de dégâts graves sur les structures

2.3 - Conditions de remise en état proposées

En cas de cessation d'activité le site serait maintenu comme site industriel dans les meilleures conditions de sécurité et de propreté.

Il est notamment prévu l'enlèvement des matières dangereuses, le pompage des effluents présents dans les différents bassins, la mise en sécurité du bassin de pré-traitement des effluents...

3 - Consultation et enquête publique

La demande, objet du présent rapport, a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées en date du 15 octobre 2012 proposant sa mise à l'enquête publique ainsi que la consultation des services ayant à en connaître.

3.1 - Enquête publique

3.1.1 - Avis de l'autorité environnementale

Dans son avis du 21 décembre 2012, l'autorité environnementale (Préfet de région Limousin) indique :

"Les principaux enjeux du projet concernent la gestion de la consommation d'eau potable nécessaire aux différentes activités du site, ainsi qu'à la gestion d'un volume d'eaux usées important.

Les différentes mesures présentées dans le dossier et mises en place sur le site au cours des dernières années font état d'une société qui semble soucieuse de concilier ses activités économiques avec des mesures favorables à l'environnement, notamment en réduisant et limitant ses différentes consommations et en maîtrisant ses rejets.

Enfin, l'autorité environnementale estime que le dossier n'est pas suffisamment détaillé et explicite concernant les différentes évolutions du site de production par rapport au précédent arrêté préfectoral d'autorisation de 2001."

3.1.2 - Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique

Durée : du 11 février 2013 au 13 mars 2013

Communes concernées : Brive-la-Gaillarde, Lissac-sur-Couze, Saint-Pantaléon-de-Larche, Saint-Viance, Ussac, Varetz

Résultats : Aucune observation n'a été portée au registre d'enquête. Une demande de compléments d'informations a été faite par le commissaire-enquêteur (évolutions du site).

3.1.3 - Mémoire en réponse du pétitionnaire (26 mars 2013)

Le pétitionnaire a apporté des éléments de réponse sur les problèmes évoqués : formation des intervenants sur les tours aéro-réfrigérantes, suivi des analyses de l'eau de ces tours (prévention de la légionellose), plan d'intervention spécifique au site (examen prévu en collaboration avec le SDIS).

3.1.4 - Avis du commissaire – enquêteur (29 mars 2013)

Avis favorable

3.1.5 - Prescriptions du projet d'arrêté préfectoral

Formation des opérateurs (article 7.5.1.2)

Etablissement d'un plan de secours (article 7.5.5)

Analyses de l'eau des tours aéro-réfrigérantes et transmission des résultats (articles 8.3.2.3. et 9.3.3.)

3.2 - Avis des conseils municipaux

Brive-la-Gaillarde (28 mars 2013), Ussac (11 février 2013), Varetz (4 mars 2013), Saint-Pantaléon-de-Larche (18 février 2013) : avis favorable

3.3 - Avis du CHSCT

Avis du 10 février 2014 : Avis favorable

3.4 - Avis des services

3.4.1 - Direction régionale des affaires culturelles du Limousin – Service régional de l'archéologie (16/07/2012)

Pas de prescriptions archéologiques (régularisation)

3.4.2 - Institut National des Appellations d'Origine (27/11/2012)

Pas d'objection

3.4.3 - Service Départemental d'Incendie et de Secours (19/12/2012)

Avis favorable

3.4.4 - Service interministériel des affaires civiles et économiques de défense - protection civile (21/12/ 2012)

Avis favorable

3.4.5 - Direction Départementale des Territoires (18/12/2012)

Aucune remarque particulière relative à l'incidence du dossier sur l'environnement ou au regard du document d'urbanisme en vigueur

4 - Analyse de l'inspection des installations classées

4.1 - Statut administratif des installations du site

La société est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 30 octobre 2001 pour les rubriques :

- soumises à autorisation : n°1510 (entrepôts couverts), n°2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale), n°2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale), n°2910 (installation de combustion), n°2920 (installation de réfrigération ou de compression)
- soumises à déclaration : n°1412 (dépôt de gaz inflammable liquéfié en citerne), n°1414 (installation de distribution de GPL), n°2560 (travail mécanique des métaux), n°2661 (thermoformage d'emballages plastiques), n°2662 (stockage de polymères), n°2925 (atelier de charge d'accumulateurs)

Selon l'arrêté d'autorisation actuel, le site BLEDINA était un établissement relevant de la directive 2008/1/CE du Parlement européen et Conseil du 15 janvier 2008, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive IPPC, pour son activité de transformation de matières végétales.

A cet égard, il lui appartenait de transmettre en préfecture, avant le 31 octobre 2011, un bilan de fonctionnement prévu par l'article R. 512-45 du code de l'environnement.

Au vu des évolutions du site, un nouveau dossier de demande d'autorisation a été déposé le 14 février 2011. Il a été déclaré non recevable par rapport du 15 avril 2011, et déposé de nouveau le 10 juillet 2012.

Au titre de son activité de fabrication d'aliments, l'établissement relève maintenant de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010, relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution - refonte), dite directive IED, qui a remplacé la directive IPPC en la complétant et en la renforçant. La transposition en droit français a entraîné la création de nouvelles rubriques 3xxx.

L'objectif de ces 2 directives, qui concernent environ 50 000 établissements en Europe, dont 6 400 en France, est le suivant : atteindre un niveau élevé de protection de l'environnement grâce à une prévention et à une réduction de la pollution des installations industrielles et agricoles.

Les grands principes directeurs sont les mêmes pour les 2 directives, la directive IED formalisant plusieurs points, dont en particulier la mise en œuvre obligatoire des conclusions des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) :

- les installations visées doivent avoir un "permis", basé sur une approche "intégrée"
- prévoyant le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD)
- et devant être revu périodiquement

De plus, au titre de ses installations de combustion (2 chaudières gaz, de puissance cumulée 27,5 MW), l'établissement relève de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la Communauté, et depuis le 1er janvier 2013, du règlement (UE) n° 601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil.

2 - Situation des installations déjà exploitées

Depuis la signature de l'arrêté préfectoral, le site a connu plusieurs évolutions.

Le dernier projet a consisté en l'augmentation des capacités de production des références Blédichef, la production globale du site restant toujours inférieure à la limite autorisée, ceci étant dû en partie à la baisse de production d'autres références telles que les pots en verre.

Ce projet a conduit à la création d'une extension de l'actuel bâtiment de la ligne Blédichef dédié aux opérations de palettisation, d'un local eau chaude sous-station et d'un local de nettoyage en place.

Il faut de plus noter que les inspections menées en 2011 et 2012 sur le site ont mené à :

- une mise en conformité des vannes de coupure gaz, automatiques et manuelles, des chaudières
- la réalisation d'une nouvelle Analyse du Risque Foudre (ARF), incluant les nouveaux bâtiments et menée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, sur l'ensemble du site. L'ARF existante datant de 2002 a été à cette occasion réactualisée.

4.3 - Inventaire des textes en vigueur auxquels la demande est soumise

Des prescriptions des textes suivants, dont certains sont cités dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport, ont été retranscrites dans le projet mentionné :

Principaux textes transversaux

- arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
- arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- directive n°2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution – refonte) (codifiée)

Textes sectoriels applicables aux installations classées du site

- arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth
- arrêté ministériel du 14 décembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à enregistrement au titre de la rubrique n°2921
- arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1510
- arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 (applicable à compter du 1er janvier 2016)

4.4 - Analyse des éléments du dossier

Le principal impact du site se situe au niveau de la consommation d'eau et des rejets aqueux.

L'exploitant a réalisé un important travail de réduction des consommations d'eau.

La mise en place de Nettoyage en Place, nécessitant le stockage d'acide et de soude, permet l'utilisation de l'eau chaude en circuit fermé, l'eau étant envoyée au réseau d'eaux usées après plusieurs circuits. Ces installations utilisent des produits de nettoyage avec une concentration à 4% de soude, 2% d'acide nitrique, 2 à 3% d'acide désinfectant, 2% d'alcalin chloré.

Le site dispose d'une installation de prétraitement des effluents ayant les caractéristiques suivantes, afin d'assurer une homogénéisation et un lissage des effluents dans le temps, pour permettre une bonne acceptabilité par la station de Brive :

- un bassin muni d'agitateur d'un volume de 125 m³ : les effluents sont relevés pour pouvoir pénétrer dans la chaîne de prétraitement. Le relèvement s'effectue par pompe immergée dans une fosse de relevage munie d'un agitateur, afin d'éviter la formation de conditions anaérobies, génératrices d'odeurs

- 2 pompes de 200 m³/h chacune, dont une en secours
- un tamis de 500 µm avec une vis sans fin : il s'agit d'un tamis autonettoyant à tambour rotatif monté sur un châssis support, l'ensemble étant capoté. Pendant la traversée du tambour, les solides sont arrêtés, raclés par une baguette et déchargés en partie basse. Les refus de tamisage sont repris par un compacteur où ils sont égouttés et compactés. Le trop plein du tamis est redirigé vers le poste de relevage de même que les eaux récupérées au niveau du siphon de sol de l'aire bétonnée et les égouttures du convoyeur à bande
- un canal de mesure
- une installation de compactage des refus de tamisage : le pressage est assuré par une vis d'Archimède qui pousse les refus dans le tambour filtrant en extrémité duquel un portillon à ressorts maintient une contre-pression. Les jus d'égouttures sont récupérés pour être canalisés vers le poste de relevage. Les refus ainsi égouttés et compactés sont alors stockés avec une siccité d'environ 40%

Une convention de déversement a été signée avec le gestionnaire de réseau, et des analyses sont réalisées

- en continu, pour les débit, pH et température
- tous les jours, pour les MeS et DCO
- toutes les semaines, pour la DBO₅
- tous les mois, pour l'azote et le phosphore

Cette fréquence est reprise dans le projet d'arrêté, mais suite à l'évolution récente des textes relatifs aux tours aéro-réfrigérantes, ces analyses seront complétées par des analyses annuelles portant sur un ensemble de paramètres métalliques.

Sur le plan des rejets atmosphériques, les chaudières présentes sur le site fonctionnent exclusivement au gaz naturel, il n'y a plus d'utilisation de fioul lourd. Les émissions de CO₂ sont réglementées et suivies dans le cadre du Plan National d'Allocation des Quotas.

Il faut noter que l'utilisation de la vapeur provenant de l'incinérateur d'ordures ménagères de Brive-la-Gaillarde, après passage sur un échangeur, a permis d'économiser environ 49 000 t de vapeur en 2010, ce qui a permis d'éviter le rejet de 7 400 t de CO₂, à comparer aux 6 400 t émises par BLEDINA en 2010 et aux 5 320 t émises en 2012.

Enfin, la société produit des biodéchets, soit 790 t/an de déchets de fabrication et 1 700 t/an de boues de dégrillage. Conformément à la réglementation, ces déchets sont triés et stockés à part, avant d'être envoyés en compostage.

Sur la base des observations, remarques et réponses formulées lors de l'instruction de ce projet, des textes applicables en matière d'installations classées, ainsi que des propositions figurant dans le dossier de demande d'autorisation permettant de limiter, voire de supprimer les inconvénients générés par les activités de cette société, l'inspection des installations classées a rédigé un projet d'arrêté qu'elle a ensuite adressé pour avis au pétitionnaire par messagerie électronique les 10 décembre 2013 et 07 avril 2014.

5 - Propositions de l'inspection des installations classées

Un projet d'arrêté préfectoral est joint en annexe. Il reprend l'ensemble des prescriptions dont l'application est proposée pour l'exploitation du site de la société BLEDINA.

Ces prescriptions portent sur les remarques et observations techniques pour lesquelles une réponse technique a pu être apportée directement par le dossier de demande d'autorisation, le pétitionnaire, ou par les textes applicables.

Ces principales dispositions concernent :

- les prescriptions spécifiques aux établissements IED :
 - utilisation des MTD (article 2.1.1.)
 - réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation (article 9.4.2.)
- les prescriptions spécifiques aux établissements quotas CO2 :
 - bilan annuel (article 9.4.1.)
 - efficacité énergétique des chaudières (article 9.4.3.)
- la gestion des rejets aqueux :
 - volume maximal prélevé (article 4.1.)
 - actions à mener en cas de sécheresse (article 4.1.3.)
 - localisation des points de rejet, appareillage et valeurs limites d'émission (articles 4.3.5, 4.3.6, 4.3.10, 4.3.12)
 - suivi des rejets (article 9.2.3)
- la gestion des rejets atmosphériques :
 - conditions de rejet des chaudières, hauteurs et valeurs limites d'émission (articles 3.2)
 - suivi des rejets (article 9.2.1)
- la gestion des déchets :
 - conditions de stockage des déchets (article 5.1.3.)
 - gestion des déchets (articles 5.1.1 et 5.1.2)
 - gestion spécifique des biodéchets (article 5.2)
- la prévention des risques accidentels :
 - comportement au feu des bâtiments et moyens de secours contre l'incendie (article 7.2.)
 - systèmes de détection d'incendie et de sprinklage (article 7.3.5.)
 - formation des opérateurs et Equipements de Protection Individuelle (article 7.5.1)
 - consignes d'exploitation, de sécurité et d'intervention (articles 7.5.4. et 7.5.5.)
- les prescriptions applicables spécifiquement à certaines installations :
 - préparation et conservation de produits alimentaires (chapitre 8.1.)
 - installations de combustion (chapitre 8.2.)
 - tours aéro-réfrigérantes (chapitre 8.3.)
 - entrepôts et entrepôts frigorifiques (chapitre 8.4.)
 - installations de réfrigération et de compression (chapitre 8.5.)
 - ateliers de charge d'accumulateurs (chapitre 8.6.)

Il découle donc de cette instruction que les dispositions prises dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation ci-joint permettent un fonctionnement des activités de la société BLEDINA et sont de nature à en prévenir les dangers et les inconvénients conformément à l'article L. 512-1 du code de l'environnement.

6 - Conclusion

Considérant :

- que la société BLEDINA a pris des engagements pour limiter l'impact sur l'environnement et les dangers résultant de l'exploitation de l'unité de fabrication d'alimentation infantile
- qu'aucun avis défavorable n'a été émis lors des enquêtes publique et administrative
- la prise en compte des textes et des remarques et observations techniques cités aux chapitres précédents du présent rapport dans l'élaboration du projet d'arrêté
- l'envoi par messagerie électronique et par courrier du projet d'arrêté au pétitionnaire et la prise en compte de ses remarques

Nous proposons au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, d'émettre un avis favorable à la demande de continuer à exploiter, présentée par la société BLEDINA, une installation de fabrication d'alimentation infantile sur la commune de Brive-la-Gaillarde, sous réserve du strict respect des prescriptions techniques contenues dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Ressources, territoires, habitats et logement
Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques naturels, transports et mer

Présent
pour
l'avenir

Présent
pour